

La France et l'avortement : où va-t-on ?**Actualité:**

Dans le cadre de la Journée internationale du droit à l'avortement (28 septembre), des manifestations ont eu lieu en France pour rappeler que l'avortement est un droit acquis, mais qu'il n'est pas garanti de manière effective en raison du manque de structures sanitaires et de la faiblesse des ressources qui lui sont allouées.

Commentaire:

Selon le rapport Dress, « le taux d'avortements volontaires (IVG) en France a augmenté de 3,14 % en 2024 par rapport à 2023. 251 720 avortements ont été enregistrés en France, dont 80 % ont été pratiqués à l'aide de médicaments ». Ce chiffre élevé ne reflète pas exactement la réalité, car un grand nombre de femmes avortent dans les pays voisins pour de nombreuses raisons, notamment le manque de structures de santé (centres d'avortement, maternités) et de financements, comme l'ont mentionné les manifestantes. « Certaines femmes sont obligées de se rendre à l'étranger pour avorter. Les associations qui accompagnent ces femmes souffrent également d'une forte baisse de leurs financements.

Tout cela signifie que le taux d'avortement est en constante augmentation ces dernières années et que les chiffres grimpent d'année en année malgré les difficultés évoquées par les participantes. La réalité est donc plus grave que ce qui est publié et reflète un problème beaucoup plus profond que ce qui a été mis en lumière.

Il faut également rappeler que la France est le premier pays à avoir fait de l'avortement un droit constitutionnel (mars 2024) et que l'amélioration des capacités du secteur de la santé, associée à l'existence d'un droit constitutionnel, va donc faire exploser le taux d'avortements !

L'augmentation du nombre d'avortements en Occident est généralement attribuée à la propagation de l'adultère, à la désintégration des familles, aux problèmes économiques qui ont aggravé la situation ces dernières années, etc. Ils devraient tirer la sonnette d'alarme, car la corruption ronge leurs sociétés, et dans quelques décennies, ils ne trouveront plus aucun moyen de sauver ce qui reste à sauver et réaliseront alors l'étendue de leurs crimes envers leurs peuples.

Écrit pour la radio du bureau médiatique central du Hizb ut Tahrir,

par

Manna Allah Taher – Wilayah de Tunis